



Actualisation du Document de Référence 2005

Éléments financiers au 30 juin 2006

Sommaire

Rapport d'activité de Calyon au 1er semestre 2006	4
Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2006	19
Informations générales	47
Table de concordance	49

1. Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2006

Présentation des états financiers de Calyon.....	4
<i>Changements de principes et méthodes comptables: application du référentiel IAS/IFRS.....</i>	<i>4</i>
<i>Evolution du périmètre de consolidation</i>	<i>4</i>
Activité et résultats de Calyon.....	5
<i>Environnement économique et financier</i>	<i>5</i>
<i>Résultats consolidés de Calyon</i>	<i>6</i>
<i>Résultats par pôle d'activité.....</i>	<i>7</i>
<i>Ratios prudentiels</i>	<i>11</i>
<i>La gestion des risques chez Calyon : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques</i>	<i>12</i>
Tendances récentes et perspectives	16
<i>Evénements récents</i>	<i>16</i>
<i>Perspectives</i>	<i>17</i>

Rapport d'activité de Calyon au 1er semestre 2006

Présentation des états financiers de Calyon

Changements de principes et méthodes comptables: application du référentiel IAS/IFRS

A compter du 1^{er} janvier 2005, les états financiers consolidés de Calyon sont établis conformément aux normes comptables internationales « International Financial Reporting Statements - IFRS » telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date de clôture.

Le référentiel IFRS applicable pour les comptes et l'information semestriels au 30 juin 2006 comprend les normes IFRS et interprétations nouvelles de l'IFRIC d'application obligatoire au 30 juin 2006 et approuvées par l'Union européenne. Ces normes sont celles décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers au 31 décembre 2005 « Principes et méthodes applicables dans le Groupe » complétées des dispositions applicables pour la première fois en 2006. Il s'agit de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire dont les dispositions sont mises en œuvre au 30 juin 2006 à l'exception toutefois des données relatives au premier semestre 2005 dans le tableau des flux de trésorerie. Il s'agit aussi des dispositions des normes et interprétations issues des règlements CE des 8 et 15 novembre 2005, 21 décembre 2005 et 11 janvier 2006 et d'application obligatoire. Ces nouvelles dispositions sont exposées dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2006. Leur traduction dans les comptes n'est pas significative sur la période.

Evolution du périmètre de consolidation

Au cours du premier semestre 2006, le périmètre de consolidation de Calyon n'a pas connu d'évolution significative, les sorties intervenues ayant en effet une incidence négligeable sur les comptes ; celles-ci concernent les entités suivantes :

- CL Property Broadwalk
- CL Capital Market PLC
- CL Group Management Ltd
- BFC Holding
- CPR BK
- CL Rouse Limited
- Indosuez Holding UK
- MACO, suite à la liquidation de ses actifs.

Le périmètre de consolidation se trouve détaillé en note 8 des états financiers.

Pour les besoins de l'analyse comparée des résultats semestriels présentés en page 6 et suivantes, il est par ailleurs rappelé qu'au second semestre 2005, Calyon a acquis la participation de LCL dans l'Union de Banques Arabes et Françaises et a cédé au groupe Crédit Agricole S.A. son pôle de banque de détail à l'international ainsi que Calyon Holding Due - en vue de la constitution de Nextra.

Activité et résultats de Calyon

Environnement économique et financier

La croissance mondiale est restée robuste en première partie d'année et ce en dépit des turbulences financières du printemps.

Aux États-Unis, la croissance a continué d'osciller autour de son potentiel mais avec une certaine volatilité. Une correction est intervenue au deuxième trimestre, avec un PIB en hausse de 2,5 % l'an, performance qui tempère le fort rebond de l'activité au cours des trois premiers mois de l'année (5,3 % l'an). Ces à-coups de croissance sont étroitement liés au profil erratique de la consommation dont le rattrapage était prévisible après les effets déprimants des ouragans de l'été 2005. Depuis février, les dépenses des ménages enregistrent un ralentissement sensible sur fond d'atterrissage du marché immobilier et de hausse du prix de l'essence. L'indice des prix à la consommation a eu tendance à accélérer ces derniers mois en réponse à la flambée pétrolière, sans que pour autant l'on puisse parler de dérapage inflationniste. A ce stade, il n'y a pas d'enclenchement d'une spirale prix-salaires. La vigilance reste néanmoins de mise, avec en particulier un décalage vers le haut des anticipations.

La zone euro enregistre une forte reprise de l'activité depuis le début de l'année. En Allemagne, les enquêtes de confiance ont même atteint leur plus haut de la période post-réunification (et ont un peu reflué dernièrement). Les statistiques du premier trimestre ont fait état d'une accélération de la croissance (0,7 % trimestre sur trimestre et 1,7 % en glissement annuel), qui s'est encore renforcée au deuxième trimestre (0,9 % trimestre sur trimestre et 2,4 % en glissement annuel). L'investissement des entreprises s'est redressé dans la plupart des pays de la zone. Grâce au reflux continu du taux de chômage, favorisé notamment par diverses mesures et réformes des marchés du travail (Allemagne, France), les ménages renouent avec l'optimisme. La demande des ménages affiche dès lors des performances encourageantes, surtout en Allemagne où le réveil de la consommation était très attendu. En France, les dépenses des ménages restent également soutenues, stimulées par la baisse du taux d'épargne, un recours accru à l'endettement et par des effets de richesse transitant par la hausse des prix immobiliers. Les dépenses d'investissement se redressent, tandis que les exportateurs français profitent de la meilleure santé des principaux partenaires commerciaux, notamment l'Allemagne, et engrangent également les bénéfices de la dépréciation passée de l'euro. Au final, la croissance française a vivement accéléré au deuxième trimestre (1,1 % trimestre sur trimestre et 2,6 % en glissement annuel).

A partir de mai, les marchés financiers ont traversé une période de fortes turbulences. Les manettes réglant la liquidité mondiale se resserrent peu à peu. La Fed a procédé à quatre nouvelles hausses de taux depuis le début de l'année (cible de 5,25 % en juin). La BCE a également profité de l'embellie conjoncturelle pour poursuivre son cycle de normalisation monétaire, avec deux hausses depuis décembre 2005. Les taux longs ont suivi le mouvement (+ 80 points de base entre janvier et juin aux USA et + 70 points de base en Europe) tout en restant à des niveaux relativement bas (respectivement 5,3 % et 4,1 % fin juin). Les marchés se sont ajustés à cette nouvelle donne en s'interrogeant sur la juste valorisation des actifs dans un univers où la liquidité est désormais moins abondante et plus onéreuse. Cette réappréciation globale du risque a entraîné une phase de corrections sur la plupart des places financières, surtout émergentes, et toutes classes d'actifs confondues. Ces mouvements abrupts correspondent en l'état actuel des choses à une normalisation des conditions financières, vu les excès de valorisations passés. Dans ce contexte, le dollar a lui aussi connu un regain de volatilité avant de se raffermir à mesure que la fin du cycle monétaire américain était reportée dans le temps (parité euro/dollar à 1,27 fin Juin).

Résultats consolidés de Calyon

Pour établir une analyse comparée des performances opérationnelles de Calyon, les résultats du premier semestre 2005 présentés ci-dessous distinguent la plus-value réalisée lors de la cession des activités de services financiers à Crédit Agricole S.A. au deuxième trimestre 2005.

en millions d'euros	S1 2006	S1 2005	Plus-value de cession des services financiers	S1 2005 hors plus-value de cession des services financiers	variation 2006/2005	Variation à périmètre et change constants
Produit net bancaire	3 103	2 408		2 408	29 %	34 %
Charges d'exploitation	(1 809)	(1 547)		(1 547)	17 %	22 %
Résultat brut d'exploitation*	1 294	861		861	50 %	55 %
Coût du risque	(11)	7		7	ns	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	94	54		54	74 %	
Gains ou pertes sur autres actifs	(13)	170	165	5	ns	
Coûts liés au rapprochement	0	(45)		(45)	ns	
Résultat avant impôt	1 364	1 047	165	882	55 %	
Impôt sur les bénéfices	(354)	(213)		(213)	66 %	
RESULTAT NET	1 010	834	165	669	51 %	
RESULTAT NET PART DU GROUPE	970	789	165	624	55 %	
RESULTAT AVANT IMPOT*	1 364	1 092	165	927	47 %	

* en 2005, avant coûts liés au rapprochement
en 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Avec un **résultat net part du groupe** de 970 millions d'euros, le premier semestre 2006 marque une nouvelle étape dans le développement de Calyon dont la rentabilité sur capitaux propres s'améliore en un an de 5,6 points (hors incidence de la plus-value de cession des services financiers) pour atteindre 18,3%.

Le **produit net bancaire** s'inscrit en forte hausse de 34% à périmètre et change constants, à 3103 millions d'euros.

Calyon a certes bénéficié d'une conjoncture de marché porteuse, permettant à la Banque de marchés et d'investissement d'accroître ses revenus à un rythme deux fois supérieur à celui pourtant élevé de la Banque de financement, et aux activités de Banque privée à l'international de conserver une bonne orientation.

Mais cette performance reflète tout autant la pertinence du modèle de développement de Calyon orienté vers le client et l'international : la base de clientèle entreprise et institutionnel continue ainsi de s'étoffer au premier semestre ; le réseau mondial tire quant à lui avantage de la croissance soutenue de certaines régions du monde et des effets de la politique de déploiement des lignes produits en son sein.

A 1809 millions d'euros, les **charges d'exploitation** progressent de 22% à périmètre et change comparables. Elles demeurent correctement maîtrisées, comme l'atteste la préservation d'un écart favorable significatif entre le taux de croissance des revenus et celui de la base de coûts.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 1294 millions d'euros, en augmentation de 50%.

Le **coût du risque** qui ressort à 11 millions d'euros se maintient à un niveau nettement inférieur aux moyennes historiques constatées sur longue période. L'encours de provisions collectives pour risques de crédit évolue peu sur le semestre et ressort à 1150 millions d'euros.

La progression de 74% de la **quote-part de résultat mis en équivalence** à 94 millions d'euros tient à l'amélioration des performances de la Banque Saudi Fransi, favorisées par les retombées économiques de l'envolée des cours du pétrole.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 354 millions d'euros, le **résultat net** s'inscrit à 1010 millions d'euros, en vive progression de 51% par rapport au premier semestre 2005 (hors plus value intra-groupe Crédit Agricole S.A).

Résultats par pôle d'activité

L'organisation des pôles métiers qui respecte la nomenclature en usage chez Crédit Agricole S.A., est présentée en annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2005 - note n° 8 « Informations sectorielles » du document de référence 2005 de Calyon (page 131).

Entre les premiers semestres 2005 et 2006, aucune modification n'est intervenue dans la définition de ces métiers.

Banque de financement

en millions d'euros	S1 2006	S1 2005	variation 2006 / 2005	variation à périmètre et change constants
Produit net bancaire	1 066	860	24 %	21 %
Charges d'exploitation	(407)	(368)	11 %	7 %
Résultat brut d'exploitation*	659	492	34 %	32 %
Coût du risque	(15)	11	ns	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	91	52	75 %	
Gains ou pertes sur autres actifs	0	1	ns	
Résultat avant impôt*	735	556	32 %	
Impôt sur les bénéfices	(174)	(125)	39 %	
RESULTAT NET*	561	431	30 %	
RESULTAT NET PART DU GROUPE*	544	405	34 %	

* en 2005, avant coûts liés au rapprochement
en 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

En hausse de 21% à périmètre comparables, le **produit net bancaire** du semestre atteint 1066 millions d'euros. Il bénéficie de la bonne orientation générale de l'activité : c'est notamment le cas au sein du réseau international de Calyon qui réalise d'excellentes performances dans des zones en forte croissance telles l'Asie et le Moyen Orient. Par ailleurs, les financements structurés, qui s'appuient sur des positions de premier plan détenues dans plusieurs de ses métiers, conservent une dynamique de croissance satisfaisante, notamment en trade finance, financements telecom et immobiliers. Enfin, le produit d'une opération significative de restructuration de dettes vient conforter les revenus globaux du semestre.

La bonne maîtrise des **charges d'exploitation**, en hausse contenue de 7% à périmètre et change constants, permet dans ces conditions de dégager un **résultat brut d'exploitation** en augmentation de 32% à 659 millions d'euros. Ainsi, la Banque de financement présente-t-elle un très bon niveau d'efficacité opérationnelle avec un **coefficient d'exploitation** en amélioration de 4,6 points par rapport au premier semestre 2005, à 38,2%.

Le **coût du risque** demeure à un niveau particulièrement faible puisqu'il s'établit à 15 millions d'euros, soit 0,03% des emplois pondérés.

La contribution de la Banque de financement au **résultat net** de Calyon s'apprécie de 30% pour s'établir à 561 millions d'euros.

Banque de marchés et d'investissement

en millions d'euros	S1 2006	S1 2005	variation 2006 / 2005	variation à périmètre et change constants
Produit net bancaire	1 795	1 213	48 %	46 %
Charges d'exploitation	(1 241)	(938)	32 %	31 %
Résultat brut d'exploitation*	554	275	x 2	97 %
Coût du risque	1	(5)	ns	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	ns	
Gains ou pertes sur autres actifs	(4)	2	ns	
Résultat avant impôt*	551	272	x 2	
Impôt sur les bénéfices	(149)	(69)	x 2,2	
RESULTAT NET*	402	203	98 %	
RESULTAT NET PART DU GROUPE*	385	199	93 %	

* en 2005, avant coûts liés au rapprochement
en 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Au cours du premier semestre 2006, la Banque de marchés et d'investissement poursuit son développement, confirmant sa capacité à générer des revenus élevés dans un environnement économique porteur. A 1795 millions d'euros, le **produit net bancaire** atteint un niveau record, progressant de 48% par rapport au premier semestre 2005 et de 34% comparé au second semestre 2005.

Au sein des marchés de capitaux, les activités de dérivés de taux réalisent une performance exceptionnelle en multipliant par 2,3 leurs revenus ; affichant un rythme de progression identique, les activités de marchés de crédit : structurés, titrisation et obligataire, connaissent également un fort développement ; enfin les dérivés actions conservent une bonne dynamique de croissance.

CLSA, CA Cheuvreux et Calyon Financial profitent de conditions de marchés favorables, particulièrement au premier trimestre 2006, pour capter des volumes d'opérations plus importants et faire ainsi progresser de moitié les revenus du courtage par rapport au premier semestre 2005.

La Banque d'investissement s'inscrit similairement dans une logique de développement vigoureux, déployant une activité soutenue en primaire actions avec des rôle de co-arrangeur dans plusieurs opérations d'introductions en Bourse - telles Legrand et Ansaldo - et d'augmentations de capital - comme Vinci et Swiss Re.

A 554 millions d'euros, le **résultat brut d'exploitation** du premier semestre 2006 double, grâce à un effet de ciseau favorable entre les rythmes de progression du produit net bancaire (+48%) et des charges d'exploitation (+ 32%). Le **coefficient d'exploitation** s'améliore en conséquence de 8,2 points pour s'établir légèrement en deçà de 70%.

Au total, le **résultat net** de la Banque de marchés et d'investissement s'apprécie substantiellement à 402 millions d'euros.

Banque privée internationale

en millions d'euros	S1 2006	S1 2005	variation 2006 / 2005
Produit net bancaire	242	204	19 %
Charges d'exploitation	(160)	(151)	6 %
Résultat brut d'exploitation*	82	53	55 %
Coût du risque	3	1	x 3
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	3	2	50 %
Gains ou pertes sur autres actifs	0	1	ns
Résultat avant impôt*	88	57	54 %
Impôt sur les bénéfices	(23)	(14)	64 %
RESULTAT NET*	65	43	51 %
RESULTAT NET PART DU GROUPE*	59	39	51 %

* en 2005, avant coûts liés au rapprochement
en 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

La Banque privée à l'international connaît une activité soutenue dans un contexte de marché plutôt bien orienté quoique chahuté en fin de semestre. A la suite de la création de Crédit Agricole (Suisse) SA, né de la fusion de Crédit Agricole (Suisse) SA et Crédit Lyonnais (Suisse) SA début 2005, la fortune gérée s'accroît en un an de 13,9% pour d'établir à 50,5 milliards d'euros au 30 juin 2006. Le premier semestre 2006 se caractérise par un fort niveau de collecte nette de 1,4 milliards d'euros.

Au total, ce dynamisme commercial se traduit par une progression de 19% du **produit net bancaire** qui s'élève à 242 millions d'euros.

Le **résultat brut d'exploitation** bénéficie d'une hausse mesurée des charges d'exploitation et s'apprécie de 55% à 82 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** s'améliore très sensiblement, gagnant en effet près de 8 points, à 66,1%.

La contribution au **résultat net** de Calyon ressort à 59 millions d'euros contre 39 millions d'euros un an auparavant.

Gestion pour compte propre et divers

en millions d'euros	S1 2006	S1 2005	variation 2006 / 2005
Produit net bancaire	0	13	ns
Charges d'exploitation	(1)	(17)	(94 %)
Résultat brut d'exploitation*	(1)	(4)	(75 %)
Coût du risque	0	9	ns
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	(9)	166	ns
Coûts liés au rapprochement	0	(45)	ns
Résultat avant impôt	(10)	126	ns
Impôt sur les bénéfices	(8)	4	ns
RESULTAT NET	(18)	130	ns
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(18)	130	ns

* en 2005, avant coûts liés au rapprochement
en 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Au premier semestre 2006, ce pôle n'enregistre pas de résultats significatifs.

Ratios prudentiels

Ratio international de solvabilité

Au 30 juin 2006, le ratio international de solvabilité s'établit à 11,1 % contre 9,0 % au 31 décembre 2005 et 8,6 % au 30 juin 2005. Le ratio de solvabilité Tier One s'inscrit à 9,2 % contre 8,8 % au 31 décembre 2005 et 8,6 % au 30 juin 2005.

(en millions d'euros)	30.06.2006	31.12.2005
Risques		
Risques de crédit	120 488	118 351
Risques de marché	11 647	21 335
Risques de taux	7 826	17 149
<i>Risques actions</i>	337	269
<i>Risques de change</i>	503	301
<i>Risques sur les matières premières</i>	9	18
<i>Risques évalués par modèle interne</i>	2 970	3 598
Total des risques pondérés (dénominateur)	132 134	139 686
Fonds Propres disponibles		
Tier 1	12 189	12 280
Tier 2	4 044	1 719
Tier 3	219	175
Déductions	- 1 819	- 1 607
Total des fonds propres disponibles	14 634	12 566
Ratio de solvabilité Tier 1	9,2 %	8,8 %
Ratio de solvabilité global	11,1 %	9,0 %

L'évolution des différentes composantes du ratio s'analyse comme suit :

Les encours pondérés s'établissent à 132,1 milliards d'euros au 30 juin 2006 contre 139,7 milliards d'euros à la fin 2005 en réduction de 7,6 milliards d'euros (-5,4 %).

- Les encours pondérés des risques de crédit progressent de 2,1 milliards d'euros sur la période (+1,8 %). Dans le même temps les encours pondérés des risques de marché s'établissent à 11,6 milliards d'euros, en baisse de 9,7 milliards d'euros sur leur niveau au 31 décembre 2005. Cette diminution résulte notamment de l'utilisation du modèle interne de Value at Risk pour la mesure du risque spécifique de taux.
- Les fonds propres de base (Tier 1) s'élèvent à 12,2 milliards d'euros au 30 juin 2006, quasiment stables par rapport à fin 2005. Les fonds propres complémentaires (Tier 2) augmentent de près de 2,3 milliards d'euros à 4,0 milliards d'euros en raison essentiellement d'émissions de TSR. Les fonds propres surcomplémentaires admis au ratio (Tier 3) s'établissent à 0,2 milliard d'euros. Les déductions, quant à elles, s'élèvent à 1,8 milliard d'euros en raison notamment de la hausse de la valeur des établissements mis en équivalence.

La gestion des risques chez Calyon : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques

Le contrôle interne

Partie intégrante de la ligne-métier Audit/Inspection du groupe Crédit Agricole S.A., l'Inspection générale est chargée de mener l'ensemble des contrôles périodiques visés au règlement 97-02 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière sur l'ensemble du périmètre concerné par ces dispositions et de s'assurer du respect des normes internes du Groupe sur l'ensemble des unités de Calyon. Elle porte également un jugement sur la qualité de la couverture des risques de toute nature encourus par le Groupe et constitue l'ultime niveau de contrôle pour évaluer l'efficacité du dispositif de contrôle interne.

Son Responsable est rattaché au Directeur de l'Inspection générale du groupe Crédit Agricole et au Directeur général de Calyon auxquels il rend compte des travaux et investigations menés. L'Inspection générale exerce son activité de manière indépendante des unités et, à ce titre, n'exerce aucune responsabilité, ni autorité sur les activités qu'elle contrôle.

Dans ce cadre, l'Inspection générale et les audits internes locaux des succursales et de filiales mènent des missions de vérification qui portent sur tous les aspects des activités et du fonctionnement des entités du Groupe. Semestriellement, les équipes d'audit locales effectuent un suivi des recommandations émises par les différents corps de contrôle internes et externes.

Au cours du premier semestre 2006, l'Inspection générale a recentré ses fonctions sur le contrôle périodique conformément au règlement précité, l'équipe d'animation du contrôle interne, rattachée jusqu'alors à l'Inspecteur général au titre de sa fonction antérieure de responsable de contrôle interne, ayant été intégrée au sein de la Direction des Risques et des Contrôles Permanents.

La conformité : déontologie et sécurité financière

Les missions de la Direction de la Conformité, de même que son périmètre de responsabilité géographique et métiers n'ont pas connu d'évolution significative pendant le premier semestre 2006.

Programme FIDES

La mise en œuvre du programme renforcé de contrôle de la conformité (programme FIDES) a été poursuivie et les principales composantes de ce programme sont opérationnelles dans le groupe Calyon (encadrement des nouveaux produits et des nouvelles activités, surveillance des opérations complexes, remontée des incidents, formations FIDES...). Le programme de formation 2006-2007 a été arrêté : il visera, en complément des formations FIDES, à être plus opérationnel et plus concret pour les opérationnels.

Sécurité financière

La Sécurité financière a contribué à une simplification des règles de gouvernance de Calyon en matière d'identification des nouveaux clients ; elle a par ailleurs continué à valider les nouvelles fiches KYC (Know Your Customer) de la France, à viser certaines entrées en relation, et à réaliser des investigations à la demande des commerciaux. Enfin, elle a participé aux travaux de fond engagés pour rechercher et mettre en place un outil de monitoring de surveillance des flux et de tenue de compte. Le programme de formation LAB se poursuit selon les objectifs fixés pour 2006.

Déontologie

La surveillance de la « suitability » des ventes de produits de marchés est désormais pleinement opérationnelle. Un nouveau Règlement Intérieur est entré en vigueur qui prévoit l'utilisation d'un outil automatisé pour gérer les déclarations par les collaborateurs considérés comme sensibles de leurs opérations personnelles. Par ailleurs, Calyon s'est organisé pour respecter les prescriptions de la Directive Abus de Marché ; la démarche engagée comporte notamment le choix d'un outil automatisé, de surveillance des activités, qui devrait intervenir à la rentrée 2006 en vue d'une mise en œuvre mondiale à partir de la fin 2006 jusqu'en 2007.

Les facteurs de risques

Organisation de la fonction Risques au sein du Groupe

Le premier semestre 2006 a été marqué par des évolutions organisationnelles au sein de la fonction Risques de Calyon, liées à l'application du règlement CRBF 97-02 révisé, qui impose la séparation du contrôle permanent et du contrôle périodique (de niveau Inspection générale). A ce titre, a été créé le Département des Contrôles permanents au sein de la Direction de la Gestion et du Contrôle des Risques, renommée à cet effet Direction des Risques et du Contrôle permanent.

Le Département des Contrôles permanents recouvre dorénavant les fonctions de contrôle interne et de risques opérationnels; il supervise également les fonctions de contrôle comptable et de risques informatiques.

Le dispositif Bâle II

Calyon a opté pour la mise en place de la méthode de notation interne avancée (IRBA - International Rating Based Approach) en matière de risque de crédit.

Au cours du premier semestre 2006 a été conduite la première phase du processus de validation interne du dispositif Bâle II au sein de Calyon. Cette mission a donné lieu à un certain nombre d'actions complémentaires à mener pour viser l'homologation par la Commission Bancaire. Les axes mis en avant correspondent aux priorités qui avaient été identifiées par Calyon pour 2006.

Ces plans d'actions concernent principalement des travaux complémentaires de documentation des méthodologies, des évolutions informatiques à poursuivre, la finalisation de la mise en place des architectures et outils de backtesting, et un renforcement des actions de fiabilisation des données.

En complément sont poursuivis les efforts d'appropriation des concepts Bâle II par les métiers et les entités, au travers de formations et d'enrichissement des outils d'octroi devant permettre l'utilisation effective du dispositif Bâle II.

Le risque de crédit

Au 30 juin 2006, les engagements en risques de Calyon et de ses filiales auprès des 10 premiers groupes non bancaires s'élevaient à 18 milliards d'euros (données de gestion, intégrant les risques en montant brut avant toutes garanties sur opérations de crédit, titres et hors opérations de marché).

Répartition des engagements du portefeuille Calyon par filières en %

Filières	30.06.2006	31.12.2005
Aéronautique/Aérospatial	5 %	6 %
Agroalimentaire	4 %	3 %
Automobile	5 %	5 %
Autres industries	3 %	4 %
Autres Transports	2 %	2 %
Bois/Papier/Emballage	1 %	1 %
BTP	2 %	3 %
Divers	19 %	17 %
Energie	18 %	18 %
Immobilier	5 %	5 %
Industrie lourde	7 %	6 %
Informatique/Technologies	3 %	3 %
Maritime	4 %	4 %
Media/Edition	3 %	3 %
Production & Distribution de biens de consommation	7 %	7 %
Santé/Pharmacie	2 %	2 %
Telecom	8 %	7 %
Tourisme/Hôtels/Restauration	3 %	2 %
Utilities	1 %	1 %

La politique de provisionnement et la couverture des risques

Le coût du risque de crédit de Calyon est resté à un niveau exceptionnellement bas sur le 1^{er} semestre 2006, compte tenu d'une conjoncture générale toujours favorable aux entreprises.

Les risques de marchés

Méthodologie et mesure d'encadrement

La Direction des Risques de Marchés, soucieuse de son efficacité et de son adaptation permanente aux évolutions de la réglementation et des activités de Calyon, a engagé des actions d'amélioration en 2005 qui perdurent sur 2006.

Ces actions ont pour objectif notamment :

- l'harmonisation des méthodes de mesure des risques entre les différentes lignes métiers ;
- l'optimisation des processus de production d'indicateurs de risques, de VaR et de revenus ;
- l'amélioration des stress scénarios actuels, avec une fréquence de production augmentée et une diversification des hypothèses ;
- la validation du modèle de VaR sur la totalité du périmètre ;
- l'industrialisation du processus du calcul du Day One ;
- la mise à jour des valuations polices et des jeux de limites ;
- l'extension des informations couvertes sur l'intranet mis en place en 2005 (CADRE) concernant la centralisation de l'ensemble des résultats.

La mesure par la « Value at Risk »

L'évolution de la VaR (99%, 1 jour) par ligne produit se présente de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30.06.2006	31.12.2005
Trésorerie	4	3
Change	2	1
Commodities	5	4
Dérivés de taux	6	10
Credits and liquid bonds	5	7
Structurés de crédit	2	4
Actions	10	10
VaR de Calyon	16	21

La différence entre la VaR globale de Calyon et la somme des VaR de chaque ligne produit correspond à la VaR non affectable à l'une d'entre elles ainsi qu'aux gains de compensation.

La mesure par les scénarios de stress

A fin juin 2006, les scénarios de stress donnaient les résultats suivants :

(en millions d'euros)	Stress historique Krach obligataire 1994 (1)	Stress historique Hausse des spreads crédit 1998 (2)	Stress historique Krach boursier technologique 2002 (3)	Stress hypothétique Reprise économique (4)	Stress hypothétique Incertitude géopolitique (5)	Stress adverse (6)
Trésorerie	(19)	11	7	(56)	64	
Change et Commodities	0	58	10	2	29	
Dérivés de Taux	(165)	135	19	34	110	
Credit & liquid bonds	0	(8)	1	(22)	14	
Crédits structurés	19	10	(25)	8	(24)	
Actions	(22)	(169)	(39)	43	(185)	
Total	(187)	38	(26)	9	8	(212)

(1) Hausse massive des taux (reproduit les facteurs de risques observés du 17 février au 2 mars 1994)

(2) Forte hausse des spreads émetteurs

(3) Baisse significative des marchés actions

(4) Stress visant à mesurer l'impact d'une reprise économique (hausse des marchés actions, des taux, du spot USD, du pétrole et baisse des spreads émetteurs)

(5) Baisse des marchés actions et des taux, hausse du dollar, du pétrole et des spreads émetteurs

(6) Stress adverse : stress ex-post (fonction de la nature des positions) calculé par les sensibilités aux principaux facteurs de risques.

Les risques opérationnels

Conformément aux principes en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole S.A., le Département des Risques opérationnels de Calyon met en œuvre un dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels en adéquation avec la réforme Bâle II.

Ce dispositif vise une homologation par la Commission bancaire au titre de la méthode avancée (AMA) début 2007.

Dans cette perspective et conformément à la demande de la Commission bancaire, une mission de pré-validation du dispositif Bâle II au titre des risques opérationnels a été conduite par l'Inspection générale de Calyon, de mai à juillet 2006, sous le pilotage de l'Inspection générale de Crédit Agricole S.A.

Le premier semestre 2006 a permis d'achever la cartographie des risques (volet qualitatif du dispositif) tant dans les principaux métiers du siège que dans les places majeures du réseau international et les filiales de courtage et de banque privée.

De plus, ce semestre a été marqué par le déploiement la cartographie des risques sur les 26 autres places à l'international et au 30 juin 2006, dans la plupart des places ces travaux d'évaluation des risques sont en phase de validation avant présentation en comité de contrôle interne local.

Parallèlement, la mesure et le coût du risque (volet qualitatif du dispositif) mis en place dans l'ensemble des entités du groupe Calyon permet d'élaborer trimestriellement un tableau de bord des risques opérationnels qui met en lumière les faits marquants, l'évolution du coût du risque opérationnel et les principales sources de risque tant en terme d'activités que de nature de risques.

La gestion du bilan

Le risque de taux d'intérêt global

Au premier semestre 2006, le risque de perte de Calyon sur l'exercice en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 1 % des fonds propres prudentiels. Le risque de pertes cumulées et non actualisées sur les dix prochaines années en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 10 % des fonds propres prudentiels.

Le risque de liquidité

A fin juin 2006, le ratio de liquidité de Calyon s'élève à 133 % à comparer au minimum de 100 % défini par la réglementation.

Risques juridiques

Les principales procédures judiciaires en cours impliquant les entités du groupe Calyon sont celles mentionnées dans le document de référence de Calyon déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 31 mai 2006.

Depuis lors :

- ALSTOM : les investisseurs qui avaient initié une *class action* à l'encontre d'Alstom et des membres du syndicat, dont Calyon, ont été déboutés de leurs demandes.
- MOULINEX/BRANDT : Calyon assume les risques afférents à une procédure de soutien abusif lancée par les représentants des sociétés Moulinex et Brandt.
- SNGI : le groupe a exercé les voies de recours contre deux décisions rendues récemment contre ses intérêts.

A la connaissance de Calyon, il n'existe pas, au cours du premier semestre 2006, de fait exceptionnel ou de litige susceptibles d'avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de la société et du groupe Calyon.

Tendances récentes et perspectives

Evénements récents

Calyon et Pirelli RE créent une joint-venture pour investir sur le marché européen des créances douteuses

Extrait du communiqué de presse du 3 août 2006

Calyon (67%) et Pirelli RE (33%) créent une joint-venture pour investir sur le marché européen des créances douteuses : les principaux marchés visés sont l'Italie, l'Allemagne et la Pologne.

Les deux groupes rachèteront cinq portefeuilles de créances douteuses de la joint-venture Pirelli RE / Morgan Stanley Real Estate Funds (MSREF).

La valeur brute comptable des portefeuilles rachetés s'élève à environ 3 milliards d'euros.

Au terme du rachat de 53% de Credit Servicing S.P.A. et de 25% de Asset Management NPL S.R.L., Pirelli RE contrôlera 100% du capital de ces deux entités spécialisées dans le recouvrement et la gestion de créances douteuses.

Pirelli RE, acteur de premier plan du marché immobilier italien, et Calyon, la banque de financement et d'investissement du Groupe Crédit Agricole, ont signé un accord de création d'une joint-venture dont l'activité consistera à investir sur le marché européen des créances douteuses. Dans le cadre de cet accord, les deux parties rachèteront des portefeuilles de créances douteuses, dont Pirelli RE détiendra 33% dans le cadre de son modèle de développement stratégique, et Calyon 67%.

La nouvelle joint-venture conjugue l'expérience de Pirelli RE dans le recouvrement de créances douteuses en Italie et les compétences de Calyon sur les marchés financiers internationaux. Elle vise à devenir l'un des principaux acteurs du secteur en Europe, marché au potentiel de croissance très élevé, notamment en Italie, en Allemagne et en Pologne. L'Allemagne est considérée comme le premier marché européen, avec un encours de créances douteuses estimé aux environs de 300 milliards d'euros par Ernst & Young. En Pologne, Pirelli RE a déjà créé une plate-forme de services immobiliers et d'investissement en association avec Bank Pekao.

L'opération devrait être finalisée fin novembre, sous réserve d'une part de l'agrément de l'autorité italienne de la concurrence et de réglementation des marchés, et d'autre part de celui des représentants des porteurs de titres actuels.

Perspectives

En deuxième partie d'année, les éléments de risque du scénario global restent liés aux déséquilibres financiers et à l'incertitude entourant l'évolution des cours des matières premières dans un contexte géopolitique agité. Sous réserve d'une stabilisation, voire d'un léger repli, des prix du pétrole, le rééquilibrage de la croissance mondiale pourrait se faire selon un schéma ordonné et graduel. La période estivale a toutefois été l'occasion de remettre au premier plan les incertitudes de nature géopolitique (conflit au Proche-Orient, risques d'attentats) et à rendre un peu plus incertaines les perspectives concernant 2007.

Aux États-Unis, le freinage en douceur des dépenses des ménages devrait se poursuivre si l'accalmie du marché immobilier reste bien maîtrisée, un partage de la valeur ajoutée un peu plus favorable aux salariés jouant alors son rôle de relais. Le déficit des comptes courants extérieurs ne devrait, au mieux, que se réduire marginalement, parallèlement au léger ralentissement de l'activité, laissant l'économie américaine dans la dépendance des afflux de capitaux étrangers. La menace inflationniste devrait progressivement se dissiper avec un plafonnement de l'indice des prix sous-jacent en fin d'année. Au plan institutionnel, la deuxième partie de l'année sera marquée par des élections de mi-mandat, lesquelles pourraient réorienter les priorités de l'Administration Bush. La croissance américaine devrait encore afficher une performance honorable en 2006, à 3,5 %.

Dans la zone euro, la conjoncture devrait continuer de s'affermir. L'emploi, maillon faible de la reprise, continuerait de se redresser, permettant d'asseoir une croissance plus robuste et pérenne. Cette embellie sur le front de l'emploi devrait aussi permettre de jouer un rôle d'amortisseur dans les pays où la consommation est très tributaire de la santé du marché immobilier, laquelle est amenée à légèrement se dégrader (Espagne et Irlande surtout). Des facteurs temporaires vont également jouer. En Allemagne particulièrement, l'effet « Coupe du Monde » et la hausse anticipée de la TVA au 1^{er} janvier 2007 devraient propulser le consommateur au rang de premier contributeur à la croissance en seconde partie d'année (quitte à avoir un contrecoup en 2007). Le commerce intra-zone pourrait largement en profiter. Le rythme de croissance de l'investissement devrait continuer à côtoyer sa moyenne de long terme (2,8 % en moyenne sur l'année) mais ne devrait pas accélérer en l'absence de besoins tangibles de nouvelles capacités. Stabilisation des prix pétroliers aidant, l'inflation devrait refluer en fin d'année mais rester au-dessus de la cible de la BCE (2,3 % en 2006). En France, compte tenu des performances du premier semestre, la croissance devrait avoisiner 2,3 % et se rapprocher ainsi de son potentiel à la faveur d'une conjoncture mondiale et européenne porteuse et grâce au soutien sans faille d'une consommation toujours aussi dynamique.

Sur les marchés financiers, après les turbulences du printemps, le retour à la normale devrait se confirmer même si des poches de volatilité pourraient perdurer voire re-émerger au gré des aléas géopolitiques. Aux États-Unis, la balance des risques pencherait selon nous du côté de la croissance, la Fed optant alors pour un *statu quo* avec un point culminant du cycle à 5,25 % en Juin. La BCE, profitant de la bonne conjoncture domestique, a les cartes en main pour accélérer son cycle de normalisation monétaire et viser la neutralité dès la fin de l'année (soit 3,5 % en décembre 2006, contre 3 % depuis début août).

Avec l'arrêt des hausses de taux courts aux États-Unis, le marché est largement convaincu que le prochain mouvement de taux de la Fed sera baissier (en 2007), ce qui a déjà pesé sur le niveau des taux longs, qui ont reflué durant l'été. Les taux longs européens restent largement déterminés par le marché obligataire américain, et ont donc reflué aussi, même si la conjoncture et la BCE pourraient justifier des taux plus élevés que ceux atteints à la fin août (3,80 % à dix ans). Les taux longs européens pourraient se reprendre un peu et stabiliser au-dessus de 4 % fin 2006, les marchés anticipant encore une nouvelle hausse de taux de la BCE.

De son côté, la monnaie américaine perdrait un de ses principaux soutiens avec la fin du cycle de hausses des taux de la Fed. Le dollar renouerait alors avec sa tendance baissière, mais cette fois-ci face à l'ensemble des devises. Le fardeau porté par l'euro en serait allégé et rendrait supportable une parité au voisinage de 1,35 \$ fin 2006. Sur les marchés, tous les paris ne seront pas gagnants, suivant la classe d'actifs et la place financière choisie. Les actions européennes auront alors de bons arguments à faire valoir avec des fondamentaux toujours solides, des PER en dessous de leur moyenne historique et un euro en hausse.

Dans ce contexte, Calyon réaffirme son ambition de consolider sa position parmi les dix premières banques de financement et d'investissement européennes, conformément à l'objectif de son plan de développement 2006-2008.

2. Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2006

Cadre général.....	19
Compte de résultat	20
Bilans consolidés	21
Tableau de variation des capitaux propres	22
Tableau des flux de trésorerie	24
Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.....	26
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés.....	45

Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2006

arrêtés par le Conseil d'administration en date du 31 août 2006

Cadre général

Présentation juridique de l'entité

Depuis l'Assemblée générale extraordinaire du 30 Avril 2004, la société a pour dénomination sociale : **Calyon**. Son nom commercial est : Calyon Corporate and Investment Bank.

Adresse et siège social de la société : 9 quai du Président Paul Doumer, 92920 Paris La Défense cedex France.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

Code APE : 651 C.

Calyon est une société anonyme à Conseil d'administration régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés anonymes ainsi que par ses statuts.

Compte de résultat

en millions d'euros	Notes	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Intérêts et produits assimilés	3.1	5 722	10 303	3 950
Intérêts et charges assimilées	3.1	(6 635)	(10 247)	(5 006)
Commissions (produits)	3.2	1 765	2 962	1 326
Commissions (charges)	3.2	(688)	(1 044)	(468)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	2 691	2 466	2 277
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	193	288	122
Produits des autres activités	3.5	117	300	261
Charges des autres activités	3.5	(62)	(90)	(54)
Produit net bancaire		3 103	4 938	2 408
Charges générales d'exploitation	3.6	(1 762)	(3 057)	(1 490)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	(47)	(111)	(57)
Résultat brut d'exploitation*		1 294	1 770	861
Coût du risque	3.8	(11)	87	7
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		94	125	54
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	(13)	203	170
Coûts liés au rapprochement			(86)	(45)
Résultat avant impôt		1 364	2 099	1 047
Impôts sur les bénéfices	3.10	(354)	(383)	(213)
Résultat net		1 010	1 716	834
Intérêts minoritaires		40	84	45
Résultat net - Part du groupe		970	1 632	789
Résultat par action		7,99	14,13	7,00
Résultat dilué par action		7,99	14,13	7,00

* en 2005, avant coûts liés au rapprochement

Bilans consolidés

ACTIF

en millions d'euros	Notes	30.06.2006	31.12.2005
Caisse, banques centrales, C.C.P		2 889	4 890
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		348 546	288 302
Instruments dérivés de couverture		351	493
Actifs financiers disponibles à la vente		24 790	23 147
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.1	48 612	47 085
Prêts et créances sur la clientèle	5.1	98 189	87 920
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		3	1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants			
Actifs d'impôts différés		708	711
Comptes de régularisation et actifs divers		28 846	26 154
Actifs non courants destinés à être cédés		2	2
Participations dans les entreprises mises en équivalence		556	524
Immeubles de placement	5.5	177	200
Immobilisations corporelles	5.6	637	616
Immobilisations incorporelles	5.6	63	57
Ecarts d'acquisition	2.3	1 247	1 214
TOTAL DE L'ACTIF		555 616	481 316

PASSIF

en millions d'euros	Notes	30.06.2006	31.12.2005
Banques centrales, CCP		203	457
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		270 392	239 393
Instruments dérivés de couverture		795	639
Dettes envers les établissements de crédit	5.3	89 151	72 912
Dettes envers la clientèle	5.3	80 310	71 665
Dettes représentées par un titre	5.4	58 392	47 311
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			2
Passifs d'impôts courants		296	135
Passifs d'impôts différés		122	216
Comptes de régularisation et passifs divers		36 382	30 863
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions pour risques et charges	5.8	1 003	1 169
Dettes subordonnées	5.4	6 307	4 342
Capitaux propres		12 263	12 212
Capitaux propres part du groupe		11 584	11 496
Capital et réserves liées		7 686	6 678
Réserves consolidées		2 688	2 611
Gains ou pertes latents ou différés		240	575
Résultat de l'exercice		970	1 632
Intérêts minoritaires		679	716
TOTAL DU PASSIF		555 616	481 316

Tableau de variation des capitaux propres

en millions d'euros	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du groupe	Gains ou pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
Capitaux propres au 1er janvier 2004	1 137	2 464	0	3 601	0	0	0	0	3 601	796	4 397
Augmentation de capital	601	1 237		1 838					1 838		1 838
Augmentation de capital liée à l'apport partiel d'actif du Crédit Lyonnais	1 380	2 829		4 209					4 209	129	4 338
Variation des titres auto-détenus	2	3		5					5		5
Dividendes versés en 2004		(432)		(432)					(432)	(30)	(462)
Résultat au 31 décembre 2004		728		728					728	47	775
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires										(129)	(129)
Variation de l'écart de conversion					(79)				(79)	(45)	(124)
Autres variations		12		12					12		12
Capitaux propres au 31 décembre 2004 (hors IAS 32-39 et IFRS 4)	3 120	6 841	0	9 961	(79)	0	0	0	9 882	768	10 650
Incidence de l'adoption des normes IFRS (IAS 32-39 et IFRS 4)		(195)		(195)	3	199	125		132	(87)	45
Capitaux propres au 1er janvier 2005	3 120	6 646	0	9 766	(76)	199	125	0	10 014	681	10 695

en millions d'euros	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du groupe	Gains ou pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
Capitaux propres au 1er janvier 2005	3 120	6 646	0	9 766	(76)	199	125	0	10 014	681	10 695
Augmentation de capital											
Dividendes versés en 2005		(489)		(489)					(489)	(32)	(521)
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)						97			97	(1)	96
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)							(37)		(37)	(1)	(38)
Résultat au 31 décembre 2005		1 632		1 632					1 632	84	1 716
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires										(61)	(61)
Variation de l'écart de conversion					309				309	74	383
Autres variations		(30)		(30)					(30)	(28)	(58)
Capitaux propres au 31 décembre 2005	3 120	7 759	0	10 879	233	296	88	0	11 496	716	12 212
Augmentation de capital	316	692		1 008					1 008		1 008
Dividendes versés en 2006		(1 551)		(1 551)					(1 551)	(24)	(1 575)
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)						(31)			(31)		(31)
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)							(161)		(161)	(1)	(162)
Résultat au 30 juin 2006								970	970	40	1 010
Variation de l'écart de conversion					(185)				(185)	(46)	(231)
Autres variations		38		38					38	(6)	32
Capitaux propres au 30 juin 2006	3 436	6 938	0	10 374	48	265	(73)	970	11 584	679	12 263

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole S.A. en ce compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans ce compartiment.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005
Résultat avant impôts	1 364	2 099
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	49	113
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0
Dotations nettes aux provisions	(43)	(718)
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(94)	(125)
Perte nette/gain net des activités d'investissement	0	(221)
(Produits)/charges des activités de financement	189	324
Autres mouvements	233	(295)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	334	(922)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	4 244	(3 903)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	5 994	(1 131)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(19 103)	(14 141)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(3 890)	5 740
Impôts versés	(26)	(253)
Augmentation/ (diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(12 781)	(13 688)
Total flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	(11 083)	(12 511)
Flux liés aux participations	(62)	(4 144)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(54)	(67)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(116)	(4 211)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(560)	(294)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	1 931	(1 134)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	1 371	(1 428)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	459	(829)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)	(9 369)	(18 979)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	(6 073)	12 906
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	4 433	19 204
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(10 506)	(6 298)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	(15 442)	(6 073)
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	2 684	4 433
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(18 126)	(10 506)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(9 369)	(18 979)

En l'absence d'information comparative d'un format homogène sur les six premiers mois de l'exercice 2005, sont présentés ci-après les flux de trésorerie relatifs aux opérations de structure financière (hors opérations courantes et de change) les plus significatives du 1^{er} semestre 2005

- Actifs financiers et participations :

- **Acquisition de titres de filiales consolidées :**

- *546 millions d'euros*

- Au cours du premier semestre 2005, le groupe Calyon a principalement acquis 100 % de la filiale Crédit Lyonnais Suisse pour un montant total de 536 millions d'euros.

- **Cession de titres de filiales consolidées :**

- *79 millions d'euros*

- La cession porte exclusivement sur les titres CAIS Luxembourg.

- Immobilisations corporelles et incorporelles :

- **Acquisition d'immobilisations :**

- *68 millions d'euros*

- **Cession d'immobilisations :**

- *18 millions d'euros*

- Opérations sur capitaux propres :

- **Paiement de dividendes :**

- *249 millions d'euros*

- Calyon a effectué une distribution en numéraire pour un montant de 249 millions d'euros au profit de ses actionnaires au cours du 1^{er} semestre 2005.

- Financement long terme :

- **Remboursement de dettes subordonnées :**

- *154 millions d'euros*

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

Note 1 : Principes et Méthodes applicables dans le Groupe

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe CALYON ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2006.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2005, et complétées :

- par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire et définit le contenu minimum de cette information ;
- par les dispositions des normes et interprétations dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2006. Celles de ces normes et interprétations dont l'application n'est qu'optionnelle sur la période n'ont pas été retenues par le Groupe.

Ces nouvelles dispositions sont issues des règlements du 15 novembre 2005 (CE n° 1864/2005), du 8 novembre 2005 (CE n° 1910/2005), du 21 décembre 2005 (CE n° 2106/2005) et du 11 janvier 2006 (CE n° 108/2008). Elles portent sur :

- la révision de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel et concernant les écarts actuariels ainsi que les régimes groupe (les nouvelles dispositions concernant les informations à fournir seront mises pour la première fois en application dans les états financiers de l'exercice 2006),
- les révisions de la norme IAS 39 relative aux instruments financiers et concernant la couverture de flux de trésorerie au titre des transactions intra-groupe futures, d'une part, ainsi que les conditions de l'utilisation de l'option juste valeur d'autre part,
- les révisions de la norme IAS 39 relative aux instruments financiers et de la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance et portant sur les contrats de garantie financière.
- l'interprétation IFRIC 4 qui porte sur les conditions permettant de déterminer si un accord contient une location.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 du groupe CALYON et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du groupe sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les provisions pour créances irrécouvrables, les provisions pour risques et charges, la dépréciation des écarts d'acquisition, les actifs d'impôts différés.

Note 2 : Périmètre de consolidation - parties liées

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2006 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 8.

2.1 Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

Les variations de périmètre entre le 31 décembre 2005 et le 30 juin 2006 sont les suivantes:

Sociétés sorties du périmètre de consolidation

Les sociétés suivantes dont l'activité est devenue non significative ou en cours d'arrêt ont été déconsolidées au cours du 1^{er} semestre:

- CL Property Broadwalk
- CL Capital Market PLC
- CL Group Management Ltd
- BFC Holding
- CPR BK
- CL Rouse Limited
- Indosuez Holding UK
- ainsi que la structure MACO suite à la liquidation de ses actifs.

2.2 Principales opérations externes réalisées au cours du semestre

Aucune opération significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2006 sur les filiales du groupe Calyon.

2.3 Les écarts d'acquisition

en millions d'euros	31.12.2005	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2006
Calyon Egypt SAE	25				(1)		24
CA Suisse SA	292				(2)		290
Crédit Agricole Cheuvreux SA	132						132
Crédit Lyonnais Securities Asia BV	116	76	(27)		(10)	(3)	152
Calyon SA (dont apport Crédit Lyonnais)	682						682
CPR Online	9						9
Crédit Agricole Luxembourg	11						11
Valeur brute	1 267	76	(27)	0	(13)	(3)	1 300
Calyon Egypt SAE							0
CA Suisse SA							0
Crédit Agricole Cheuvreux SA							0
Crédit Lyonnais Securities Asia BV							0
Calyon SA (dont apport Crédit Lyonnais)	(55)						(55)
CPR Online							0
Crédit Agricole Luxembourg							0
Cumul des pertes de valeur	(55)						(55)
Calyon Egypt SAE	25				(1)		24
CA Suisse SA	292				(2)		290
Crédit Agricole Cheuvreux SA	132						132
Crédit Lyonnais Securities Asia BV	116	76	(27)		(10)	(3)	152
Calyon SA (dont apport Crédit Lyonnais)	627						627
CPR Online	9						9
Crédit Agricole Luxembourg	11						11
Valeur nette	1 212	76	(27)		(13)	(3)	1 245
Autres valeurs brutes	2						2
Cumul des pertes de valeur (autres)							
Autres valeurs nettes	2						2
VALEUR NETTE AU BILAN	1 214	76	(27)	0	(13)	(3)	1247

2.4 Les parties liées

Les parties liées au groupe Calyon sont constituées des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. avec lesquelles il existe un lien en capital et/ou des dirigeants communs.

Relations avec Crédit Agricole S.A.

Les principaux encours de bilan et hors bilan restituant les opérations significatives réalisées entre Calyon et Crédit Agricole S.A sont résumés dans le tableau ci-après :

en millions d'euros	encours au 30 juin 2006
Actif	
Comptes et prêts	4 054
Passif	
Comptes et prêts	6 434
Instruments dérivés de transaction	741
Titres de créances négociables	4 750
Dettes subordonnées	6 196
Actions de préférence	433
Engagements de financement	
Engagements de financement reçus	2 742
Contre garanties reçues	4 923

Les encours de comptes et prêts traduisent les relations de trésorerie existant entre Calyon et Crédit Agricole S.A.

L'information relative aux dettes subordonnées et aux actions de préférence figure respectivement en notes 5.4 et 5.9.

Relations entre les sociétés consolidées du groupe Calyon

La liste des sociétés de Calyon est présentée en note 8. Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale étant totalement éliminées en consolidation, seules les transactions réalisées entre les sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, à hauteur de la part des tiers associés au groupe dans ces dernières, affectent les comptes consolidés de Calyon.

Les encours correspondants dans le bilan consolidé au 30 juin 2006 sont relatifs au groupe UBAF, à Altura et à Chauray pour les montants suivants :

- prêts et créances sur les établissements de crédit : 10 millions d'euros,
- dettes envers les établissements de crédit : 4 millions d'euros,
- dettes subordonnées et participatives : 18 millions d'euros.

Note 3 : Notes relatives au compte de résultat

3.1 Produits et charges d'intérêt

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 380	2 840	874
Sur opérations avec la clientèle	2 190	3 146	1 879
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	383	700	393
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	729	3 324	709
Sur obligations et autres titres à revenu fixe			
Sur opérations de location-financement	28	28	12
Autres intérêts et produits assimilés	12	265	83
PRODUITS D'INTERET	5 722	10 303	3 950
Sur opérations avec les établissements de crédit	(3 068)	(4 141)	(1 970)
Sur opérations avec la clientèle	(1 340)	(1 708)	(829)
Actifs financiers disponibles à la vente	(104)	(630)	(370)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	(1 265)	(2 083)	(1 269)
Sur dettes subordonnées	(129)	(207)	(104)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(711)	(1 472)	(463)
Sur obligations et autres titres à revenu fixe			
Sur opérations de location-financement	(18)	(6)	(1)
Autres intérêts et charges assimilées			
CHARGES D'INTERET	(6 635)	(10 247)	(5 006)

3.2 Commissions nettes

en millions d'euros	30.06.2006		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	25	(37)	(12)
Sur opérations avec la clientèle	390	(195)	195
Sur opérations sur titres	532	(90)	442
Sur opérations de change	4	(31)	(27)
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	419	(113)	306
Prestations de services bancaires et financiers dont :	395	(222)	173
* <i>Produits nets de gestion d'OPCVM</i>	6	(34)	(28)
* <i>Produits nets sur moyens de paiement</i>	42	(19)	23
* <i>Autres</i>	347	(169)	178
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	1 765	(688)	1 077

en millions d'euros	31.12.2005		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	41	(103)	(62)
Sur opérations avec la clientèle	733	(287)	446
Sur opérations sur titres	592	(182)	410
Sur opérations de change	13	(13)	-
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	614	(127)	487
Prestations de services bancaires et financiers dont :	969	(332)	637
* <i>Produits nets de gestion d'OPCVM</i>	239	(47)	192
* <i>Produits nets sur moyens de paiement</i>	53	(32)	21
* <i>Autres</i>	677	(253)	424
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	2 962	(1 044)	1 918

en millions d'euros	30.06.2005		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	60	(34)	26
Sur opérations avec la clientèle	312	(132)	180
Sur opérations sur titres	233	(97)	136
Sur opérations de change	8	(6)	2
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	280	(62)	218
Prestations de services bancaires et financiers dont :	433	(137)	296
* <i>Produits nets de gestion d'OPCVM</i>	106	(22)	84
* <i>Produits nets sur moyens de paiement</i>	27	(17)	10
* <i>Autres</i>	300	(98)	202
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	1 326	(468)	858

3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Variation de juste valeur pied de coupon des actifs financiers à la juste valeur par résultat	92	(1 921)	399
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat	2 023	4 381	1 852
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	578	8	25
Inefficacité des couvertures de juste valeur	(2)	(16)	1
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie		14	
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	2 691	2 466	2 277

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Dividendes reçus	35	76	73
Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	159	253	63
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)		(41)	(14)
Plus ou moins values de cession réalisées sur prêts et créances	(1)		
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	193	288	122

3.5 Produits et charges nets des autres activités

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Produits nets des immeubles de placement	1		
Autres produits (charges) nets	54	210	207
PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITES	55	210	207

3.6 Charges générales d'exploitation

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Charges de personnel	1 265	2 025	969
Impôts et taxes	17	48	23
Services extérieurs et autres charges	480	984	498
CHARGES D'EXPLOITATION	1 762	3 057	1 490

Détail des charges de personnel

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Salaires et traitements	949	1 600	728
Autres charges sociales	253	330	197
Intéressement et participation	27	39	17
Impôts et taxes sur rémunération	36	56	27
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	1 265	2 025	969

3.7 Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Dotations aux amortissements	48	111	57
Dotations aux provisions pour dépréciation	(1)		
TOTAL	47	111	57

Ce poste recouvre les dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation afférentes aux immobilisations incorporelles et corporelles affectées à l'exploitation de l'établissement.

3.8 Coût du risque

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Dotations aux provisions	(315)	(663)	(441)
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	(176)	(334)	(160)
Provisions pour risques et charges	(139)	(329)	(281)
Reprises de provisions	280	706	405
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	244	395	313
Provisions pour risques et charges	36	311	92
Variation des provisions	(35)	43	(36)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	(10)	(46)	(26)
Récupérations sur prêts et créances amorties	32	65	36
Autres	1	25	33
COÛT DU RISQUE	(11)	87	7

3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation		1	2
Plus-values de cession		7	3
Moins-values de cession		(6)	(1)
Titres de capitaux propres consolidés	(13)	202	168
Plus-values de cession	1	282	205
Moins-values de cession	(14)	(80)	(37)
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	(13)	203	170

3.10 Impôts

Charge d'impôts

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Charge d'impôts courants	(378)	(252)	(207)
Charge d'impôts différés	24	(131)	(6)
CHARGE D'IMPOT DE LA PERIODE	(354)	(383)	(213)

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôts, provisions sur écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	1 270	34,43 %	(437)
Effet des différences permanentes			(40)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			42
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			74
Effet de l'imposition à taux réduit			
Effet des autres éléments			7
Taux et charge effectif d'impôts		(27,87 %)	(354)

Note 4 : Informations sectorielles

4.1 Information sectorielle par pôle d'activité

30.06.2006							
en millions d'euros	Banque de financement	Banque de marchés & d'investissement	Total Banque de financement et d'investissement	Gestion d'actifs	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre & divers	Total
Produit net bancaire	1 066	1 795	2 861	242			3 103
Charges d'exploitation	(407)	(1 241)	(1 648)	(160)		(1)	(1 809)
Résultat brut d'exploitation	659	554	1 213	82		(1)	1 294
Coût du risque	(15)	1	(14)	3			(11)
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	91		91	3			94
Gains ou pertes nets sur autres actifs		(4)	(4)			(9)	(13)
Variation de valeur des écarts d'acquisition							
Coûts liés au rapprochement							
Résultat avant impôt	735	551	1 286	88		(10)	1 364
Impôts sur les bénéfices	(174)	(149)	(323)	(23)		(8)	(354)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées							
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	561	402	963	65		(18)	1 010
Intérêts minoritaires	(17)	(17)	(34)	(6)			(40)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	544	385	929	59		(18)	970

31.12.2005							
en millions d'euros	Banque de financement	Banque de marchés & d'investissement	Total Banque de financement et d'investissement	Gestion d'actifs	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre & divers	Total
Produit net bancaire	1 778	2 556	4 334	415	175	14	4 938
Charges d'exploitation	(753)	(1 972)	(2 725)	(315)	(109)	(19)	(3 168)
Résultat brut d'exploitation *	1 025	584	1 609	100	66	(5)	1 770
Coût du risque	(12)	(7)	(19)	7	(9)	108	87
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	120	-	120	5	-	-	125
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	20	14	1	-	188	203
Variation de valeur des écarts d'acquisition			-				-
Coûts liés au rapprochement	-	-	-	-	-	(86)	(86)
Résultat avant impôt	1 127	597	1 724	113	57	205	2 099
Impôts sur les bénéfices	(252)	(146)	(398)	(27)	(14)	56	(383)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			-				-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	875	451	1 326	86	43	261	1 716
Intérêts minoritaires	(39)	(20)	(59)	(8)	(17)		(84)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	836	431	1 267	78	26	261	1 632

30.06.2005							
en millions d'euros	Banque de financement	Banque de marchés & d'investissement	Total Banque de financement et d'investissement	Gestion d'actifs	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre & divers	Total
Produit net bancaire	860	1 213	2 073	204	118	13	2 408
Charges d'exploitation	(368)	(938)	(1 306)	(151)	(73)	(17)	(1 547)
Résultat brut d'exploitation *	492	275	767	53	45	(4)	861
Coût du risque	11	(5)	6	1	(9)	9	7
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	52		52	2			54
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	2	3	1		166	170
Variation de valeur des écarts d'acquisition							
Coûts liés au rapprochement						(45)	(45)
Résultat avant impôt	556	272	828	57	36	126	1 047
Impôts sur les bénéfices	(125)	(69)	(194)	(14)	(9)	4	(213)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées							
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	431	203	634	43	27	130	834
Intérêts minoritaires	(26)	(4)	(30)	(4)	(11)		(45)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	405	199	604	39	16	130	789

* avant coûts liés au rapprochement

Note 5 : Notes relatives au bilan au 30 juin 2006

5.1 Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur établissements de crédit

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	30 111	31 447
Valeurs reçues en pension	7 156	111
Titres reçus en pension livrée	10 488	14 737
Prêts subordonnés	22	50
Titres non cotés sur un marché actif	119	45
Autres prêts et créances	35	
TOTAL	47 931	46 390
Créances rattachées	913	961
Provisions	(232)	(266)
VALEUR NETTE AU BILAN	48 612	47 085

Prêts et créances sur la clientèle

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	9 165	8 260
Autres concours à la clientèle	75 589	70 518
Titres reçus en pension livrée	6 887	3 780
Prêts subordonnés	342	231
Titres non cotés sur un marché actif	2 618	2 503
Avances en comptes courants d'associés		33
Comptes ordinaires débiteurs	4 676	3 916
TOTAL	99 277	89 241
Créances rattachées	686	726
Provisions	(2 276)	(2 552)
Valeurs nettes au bilan	97 687	87 415
Opérations de crédit bail		
Crédit-bail immobilier	497	503
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	1	1
TOTAL	498	504
Créances rattachées	4	2
Provisions		(1)
Valeurs nettes au bilan	502	505
TOTAL	98 189	87 920

Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

en millions d'euros	30.06.2006					Total
	Encours bruts	dont encours douteux	provisions /encours douteux	dont encours douteux compromis	Provisions/encours douteux compromis	
Etat, Administrations et collectivités publiques	6 783	15	(5)	76	(71)	6 707
Institutions financières	63 421	177	(149)	124	(56)	63 216
Particuliers et professionnels	3 737	24	(11)	221	(79)	3 647
Entreprises (y compris les assurances)	70 407	494	(104)	1 024	(608)	69 695
Autres agents économiques	3 358			1	(1)	3 357
TOTAL	147 706	710	(269)	1 446	(815)	146 622
Créances rattachées nettes						1 329
Provisions collectives						(1 150)
VALEURS NETTES AU BILAN						146 801

en millions d'euros	31.12.2005					Total
	Encours bruts	dont encours douteux	provisions /encours douteux	dont encours douteux compromis	Provisions/encours douteux compromis	
Etat, Administrations et collectivités publiques	7 018	23	(14)	86	(72)	6 932
Institutions financières	56 338	240	(211)	100	(88)	56 039
Particuliers et professionnels	4 409	34	(11)	131	(131)	4 267
Entreprises (y compris les assurances)	66 512	828	(313)	899	(545)	65 654
Autres agents économiques	1 858	3	(3)	2	(2)	1 853
TOTAL	136 135	1 128	(552)	1 218	(838)	134 745
Créances rattachées nettes						1 379
Provisions collectives						(1 119)
VALEURS NETTES AU BILAN						135 005

5.2 Provisions inscrites en déduction de l'actif

en millions d'euros	31.12.2005	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2006
Sur créances interbancaires	266	2	5	(45)		4	232
Sur créances clientèle	2 552	6	234	(359)	(102)	(54)	2 276
dont provisions collectives	1 119		81		(50)		1 150
Sur opérations de crédit-bail	1			(1)			
Sur titres détenus jusqu'à l'échéance							
Sur autres actifs	18		1	(9)		2	11
TOTAL DES PROVISIONS SUR L'ACTIF	2 837	8	239	(414)	(102)	(48)	2 520

5.3 Dettes sur établissements de crédit et sur la clientèle

Dettes sur établissements de crédit

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005
Comptes et emprunts	76 949	56 642
Valeurs données en pension	134	4
Titres donnés en pension livrée	10 773	15 279
TOTAL	87 856	71 925
Dettes rattachées	1 295	987
VALEUR AU BILAN DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	89 151	72 912

Dettes sur la clientèle

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005
Comptes ordinaires créditeurs	21 110	22 722
Comptes d'épargne à régime spécial	4 936	5 421
Autres dettes envers la clientèle	50 270	40 006
Titres donnés en pension livrée	3 770	3 311
TOTAL	80 086	71 460
Dettes rattachées	224	205
VALEUR AU BILAN	80 310	71 665

5.4 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	72	74
Titres de créances négociables :	57 211	46 026
. <i>Émis en France</i>	16 991	9 097
. <i>Émis à l'étranger</i>	40 220	36 929
Emprunts obligataires	517	819
TOTAL	57 800	46 919
Dettes rattachées	592	392
VALEUR AU BILAN	58 392	47 311
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	4 192	2 024
Dettes subordonnées à durée indéterminée	2 043	2 197
TOTAL	6 235	4 221
Dettes rattachées	72	121
VALEUR AU BILAN	6 307	4 342

5.5 Immeubles de placement

en millions d'euros	31.12.2005	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2006
Valeur brute	322	(1)	2		(6)	(98)	219
Amortissements et provisions	(122)	1	(2)		5	76	(42)
VALEUR NETTE AU BILAN	200				(1)	(22)	177

5.6 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

en millions d'euros	31.12.2005	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31.12.2005
Immobilisations corporelles							
Valeur brute	1 120	(2)	48	(21)	(21)	97	1 221
Amortissements & provisions	(504)	2	(40)	14	13	(69)	(584)
VALEUR NETTE AU BILAN	616	0	8	(7)	(8)	28	637
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	228		16	(1)	(4)	(2)	237
Amortissements & Provisions	(171)		(8)		3	2	(174)
VALEUR NETTE AU BILAN	57	-	8	(1)	(1)	0	63

5.7 Ecarts d'acquisition

Le tableau détaillant ce poste est présenté dans le chapitre relatif au « périmètre de consolidation » en note annexe 2.3.

5.8 Provisions pour risques et charges

en millions d'euros	31.12.2005	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Ecart de conversion	30.06.2006
Risques d'exécution des engagements par signature	44		5	(4)	(21)	(1)	2	25
Risques opérationnels	6							6
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	257		20	(5)	(4)	(4)	24	288
Litiges divers	544		129	(3)	(62)		(61)	547
Participations	6							6
Restructurations	16							16
Coûts de mise en œuvre des synergies	40						(30)	10
Autres risques et charges	256	(4)	29	(35)	(44)	(3)	(94)	105
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 169	(4)	183	(47)	(131)	(8)	(159)	1 003

5.9 Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2006

Le capital social de Calyon s'élève à 3 435 953 121 euros. Il est divisé en 127 257 523 actions de 27 euros nominal chacune, entièrement libérées.

Au 30 juin 2006, à la connaissance de Calyon, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres au 30.06.2006	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	121 246 753	95,28 %	95,28 %
SACAM Développement **	2 838 193	2,23 %	2,23 %
C.A. Bourse *	2 623 011	2,06 %	2,06 %
Delfinances *	504 652	0,40 %	0,40 %
CPR G *	44 897	0,04 %	0,04 %
Personnes physiques	17	ns	ns
Total	127 257 523	100,00 %	100,00 %

* détenu par le groupe Crédit Agricole S.A.

** détenu par le groupe Crédit Agricole

Actions de préférence

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	30.06.2006	31.12.2005
			en millions d'euros	en millions d'euros
Calyon Preferred Funding LLC	déc-98	230	181	195
Calyon Preferred Funding II LLC	juin-02	320	252	272
Total		550	433	467

Résultat par action

	30.06.2006	31.12.2005
Résultat net pour le calcul du résultat par action (en millions d'euros)	970	1 632
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	121 402 308	115 547 092
Nombre d'actions potentielles dilutives	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	121 402 308	115 547 092
RESULTAT DE BASE PAR ACTION	7,99	14,13
RESULTAT DILUE PAR ACTION	7,99	14,13

Dividendes

Année de rattachement du dividende	Montant net en millions d'euros
2003	432
2004	250
2005	1 551

Au titre de 2005, l'Assemblée générale de Calyon a décidé le versement d'un dividende de 13,42 euros par action, payable en numéraire ou, sur option, en actions.

Note 6 : Engagements de financement et de garantie

Eventualités et engagements hors bilan donnés et reçus

en millions d'euros	30.06.2006	31.12.2005
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement	96 699	105 947
Engagements en faveur d'établissements de crédit (1)	7 395	19 120
Engagements en faveur de la clientèle	89 304	86 827
<i>Ouverture de crédits confirmés</i>	<i>88 649</i>	<i>86 119</i>
- <i>Ouverture de crédits documentaires</i>	<i>8 365</i>	<i>8 945</i>
- <i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	<i>80 284</i>	<i>77 174</i>
<i>Autres engagements en faveur de la clientèle</i>	<i>655</i>	<i>708</i>
Engagements de garantie	38 698	39 296
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	7 282	8 823
<i>Confirmations d'ouverture de crédits documentaires</i>	<i>1 341</i>	<i>915</i>
<i>Autres garanties</i>	<i>5 941</i>	<i>7 908</i>
Engagements d'ordre de la clientèle	31 416	30 473
<i>Cautions, avals et autres garanties</i>	<i>19 612</i>	<i>18 250</i>
- <i>Cautions immobilières</i>	<i>356</i>	<i>2 086</i>
- <i>Garanties financières</i>	<i>7 544</i>	<i>6 804</i>
<i>Autres garanties d'ordre de la clientèle</i>	<i>3 904</i>	<i>3 333</i>
ENGAGEMENTS REÇUS		
Engagements de financement	7 503	8 323
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 798	7 674
Engagements reçus de la clientèle	705	649
Engagements de garantie	49 979	37 305
Engagements reçus d'établissements de crédit	13 050	6 272
Engagements reçus de la clientèle	36 929	31 033
<i>Garanties reçues des administrations publiques et assimilées</i>	<i>8 566</i>	<i>8 804</i>
<i>Autres garanties reçues</i>	<i>28 363</i>	<i>22 229</i>

- (1) Les engagements donnés en faveur d'établissements de crédit enregistraient au 31/12/2005 les opérations de pensions entre la date de négociation et la date valeur pour un montant de 16 622 millions d'euros; ces opérations sont désormais classées au bilan.

Note 7 : Evénements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

Calyon et Pirelli RE ont annoncé la création d'un joint-venture pour investir sur le marché européen des créances douteuses.

Cet événement a fait l'objet d'un communiqué de presse en date du 3 août 2006 qui figure dans la Rapport d'activité en page 17.

Note 8 : Périmètre de consolidation au 30 juin 2006

Filiales, coentreprises et entreprises associées	(a)	Implantation	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30.06.2006	31.12.2005	30.06.2006	31.12.2005
Société mère							
CALYON		France	mère	100	100	100	100
Etablissements bancaires et financiers							
Banque Saudi Fransi - BSF		Arabie Saoudite	mise en équivalence	31,11	31,11	31,11	31,11
Calyon Australia Ltd		Australie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Egypt S.A.E.		Egypte	intégration globale	75,00	75,00	75,00	75,00
Calyon Merchant Bank Asia LTD		Singapour	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Cogenec		Monaco	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Crédit Agricole Financement		Suisse	mise en équivalence	20,00	20,00	20,00	20,00
Crédit Agricole Luxembourg		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Suisse		Suisse	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CAI Suisse (Bahamas)		Bahamas	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Turk Bank A.S.		Turquie	intégration globale	100,00	99,96	100,00	99,96
Crédit Foncier de Monaco		Monaco	intégration globale	77,11	77,11	75,93	75,93
Finanziaria Indosuez International Ltd		Suisse	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Uruguay S.A.		Uruguay	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Bank Slovakia AS		Slovaquie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Rusbank SA		Russie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Bank Ukraine		Ukraine	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Bank Czech Republic		République tchèque	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Bank Hungary Ltd		Hongrie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Bank Polska SA		Pologne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Banco Calyon Brasil		Bésil	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
UBAF (Union de Banques Arabes et Françaises)		France	intégration proportionnelle	47,32	43,93	47,32	43,93
Sociétés de bourse							
Altura		Espagne	intégration proportionnelle	50,00	50,00	35,00	36,41
Calyon Financial Inc		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Financial Pte Singapore		Singapour	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Financial SNC		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Nordic AB SB		Suède	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux S.A.		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Italia SIM SPA		Italie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Credit Agricole Cheuvreux North America, Inc		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Cholet Dupont (groupe)		France	mise en équivalence	33,40	33,40	33,40	33,40
Crédit Agricole Cheuvreux Espana S.A.		Espagne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux International Ltd		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Securities Ltd		Hong-Kong	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CAI Derivatives Products PLC		Irlande	intégration globale	99,98	99,98	99,98	99,98
Calyon Securities USA Inc.		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Lyonnais Securities (Asia) BV (groupe)		Hong-Kong	intégration globale	100,00	100,00	66,42	73,19

Filiales, coentreprises et entreprises associées	(a)	Implantation	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30.06.2006	31.12.2005	30.06.2006	31.12.2005
				Sociétés d'investissement			
BFC Holding	ns	France	intégration globale		99,55		99,34
Cie Française de l'Asie (CFA)		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Doumer Finance SAS		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fletirec (groupe)		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fininvest		France	intégration globale	98,27	98,27	98,27	98,27
ICF Cayman Holdings		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Air Finance SA		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Holding UK Ltd	ns	Royaume-Uni	intégration globale		100,00		100,00
CAI BP Holding		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon North America Holding		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
IPFO		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Mescas		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
SAFEC		Suisse	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Assets Management Espana Holding		Espagne	mise en équivalence	45,00	45,00	45,00	45,00
Casam Systeia Global Macro		Irlande	intégration globale	97,99	100,00	97,99	100,00
Casam Systeia Pair Trading		Irlande	intégration globale	98,49	100,00	98,49	100,00
Casam Systeia Event Driven		Irlande	intégration globale	98,84	100,00	98,84	100,00
Casam Equity Quant		Irlande	intégration globale	99,06	100,00	99,06	100,00
Casam Futures Euro		Irlande	intégration globale	98,96	100,00	98,96	100,00
Systeia Equity Linked Fund		Irlande	intégration globale	94,13	100,00	94,13	100,00
Multinational Asset Co. Limited	L	Cayman	intégration proportionnelle		43,93		43,93
European Sovereign Funding SA		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	0,00
FCC Masterace		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	0,00
Calyon Capital Markets PLC	ns	Royaume-Uni	intégration globale		100,00		100,00
Crédit Lyonnais Rouse limited	ns	Royaume-Uni	intégration globale		100,00		100,00
LF Investments LP		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLASI		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Leasing Corporation		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Global Partners Inc.		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Leasing Japan Company Ltd		Japon	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon North America Inc.		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Lyonnais Investments Ltd		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Capital Market Asia BV		Pays-Bas	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Capital Market International		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Securities Japan		Japon	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Doumer Philemon		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Korea 21 st Century Trust		Corée du Sud	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CASAM		France	mise en équivalence	50,00	50,00	50,00	50,00

Filiales, coentreprises et entreprises associées	(a)	Implantation	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30.06.2006	31.12.2005	30.06.2006	31.12.2005
Sociétés de crédit-bail et de location							
Ergifrance		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Financière Immobilière Calyon		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Cardinalimmo		France	intégration globale	49,61	49,61	49,61	49,61
Divers							
CA Brasil DTVM		Brésil	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA Conseil SA		Luxembourg	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Calyon Preferred Funding LLC		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Preferred Funding II LLC		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fonds ICF II a		Cayman	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fonds ICF III		Cayman	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fonds Mezzasia		Hong Kong	intégration globale	100,00	100,00	82,50	86,60
Fonds Alcor		Hong Kong	intégration globale	98,30	98,30	86,83	89,51
Merisma		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calixis Finance		France	intégration globale	89,80	89,80	89,80	89,80
LSF Italian Finance Company SRL		Italie	intégration globale	60,00	60,00	60,00	60,00
Indosuez Holding SCA II		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Management Luxembourg II		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez International Finance		Pays-Bas	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
SNC Doumer		France	intégration globale	99,94	99,94	99,94	99,94
Chauray Contrôle SAS		France	intégration proportionnelle	34,00	34,00	34,00	34,00
CPR BK	ns	France	intégration globale		100,00		100,00
CPR Online		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
SNC Haussmann Anjou		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Lyonnais Property Broadwalk	ns	Royaume-Uni	intégration globale		100,00		100,00
Calyon Finance Guernesey		Royaume-Uni	intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90
Calyon Financial Products		Royaume-Uni	intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90
Calyon Capital Market Group Mngt Ltd	ns	Royaume-Uni	intégration globale		100,00		100,00
Ester Finance		France	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Capital Plus		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLIM		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLINFIM		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Global Banking		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLIFAP		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Carr Indosuez Asia SA		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Asia Shipfinance Services Ltd		Hong Kong	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Calyon Investment Products Limited		Cayman	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00

(a) :

Entrées (E) dans le périmètre

Sorties (S) du périmètre car les entités sont non significatives (ns), fusionnées (F), liquidées (L), scindées (SD), cédées ou apportées (c).

Mode (M) de consolidation changé.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés

Période du 1er janvier au 30 juin 2006

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Calyon, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 29 septembre 2006

Les Commissaires aux Comptes

PriceWaterhouseCoopers Audit

Ernst & Young & Autres

Gérard Hautefeuille

Benoît Catherine

Valérie Meeus

3. Informations générales

Personne responsable du document de référence et des actualisations	47
<i>Personne responsable du document de référence et des actualisations</i>	<i>47</i>
<i>Attestation du responsable.....</i>	<i>47</i>
Contrôleurs légaux des comptes	48

Informations générales

Personne responsable du document de référence et des actualisations

Personne responsable du document de référence et des actualisations

Monsieur Edouard Esparbès, Directeur général de Calyon

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Fait à Paris, le 05 octobre 2006

Le Directeur général de Calyon

Edouard Esparbès

Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

<p>Ernst & Young et Autres (dénomination sociale jusqu'au 30 juin 2006 : Barbier Frinault et Autres) <i>Membre du réseau Ernst & Young</i></p> <p><i>Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles</i></p> <p><i>Société représentée par :</i> Valérie Meeus</p> <p>Siège social : 41 Rue Ibry 92576 Neuilly Sur Seine</p>	<p>PricewaterhouseCoopers Audit</p> <p><i>Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles</i></p> <p><i>Société représentée par :</i> Gérard Hautefeuille et Benoit Catherine</p> <p>Siège social : 63 Rue de Villiers 92200 Neuilly Sur Seine</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Commissaires aux comptes suppléants

<p>PICARLE ET ASSOCIES Société représentée par : DENIS PICARLE</p> <p><i>Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles</i></p> <p>Siège social : Faubourg de l'Arche - 11 allée de l'Arche 92400 Courbevoie</p>	<p>Pierre Coll</p> <p><i>Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris</i></p> <p>Siège social : 63 Rue de Villiers 92200 Neuilly Sur Seine</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Mandats

<p>La société Barbier Frinault et Autres, dont la dénomination sociale est Ernst & Young et Autres depuis le 1^{er} juillet 2006, a été nommée en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, pour six exercices, par l'Assemblée générale des actionnaires tenue le 10 mai 2000. L'Assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.</p> <p>M. Philippe Peuch-Lestrade avait été désigné en qualité de Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale du 30 avril 2004, pour la durée du mandat de son prédécesseur (M. Alain Grosman, démissionnaire, qui avait été nommé lors de l'assemblée du 10 mai 2000).</p> <p>Le mandat de M. Peuch-Lestrade est venu à expiration à l'issue de l'assemblée du 16 mai 2006.</p> <p><i>à partir de l'exercice 2006 :</i> L'Assemblée générale du 16 mai 2006 a nommé en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la Société Barbier Frinault et Autres la société Picarle et Associés pour une durée de six exercices.</p>	<p>La société PricewaterhouseCoopers Audit a été désignée en qualité de Commissaire aux comptes par l'Assemblée générale des actionnaires du 30 avril 2004 (en remplacement du Cabinet Alain Lainé, démissionnaire, qui avait été nommé lors de l'Assemblée du 10 mai 2000 pour six exercices). L'Assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.</p> <p>M. Pierre Coll a été désigné en qualité de Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale du 30 avril 2004, pour la durée du mandat de son prédécesseur (M. Olivier Peronnet, démissionnaire, qui avait été nommé lors de l'assemblée du 10 mai 2000).</p> <p>L'Assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Table de concordance

Afin de faciliter la lecture du document de référence, la table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le règlement européen n° 809/2004 pris en application de la Directive dite « Prospectus ».

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	N° de page du document de référence 2005	N° de page du présent document
1. Personnes responsables	192	47
2. Contrôleurs légaux des comptes	193	48
3. Facteurs de risques	60 à 68 - 110 à 125	12 - 15
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1 Histoire et évolution de la Société	6 - 10 - 77 - 186	
5. Aperçu des activités		
5.1 Principales activités	11 à 16 - 55	
5.1.3 Principaux marchés	11 à 16 - 131 à 132	
6. Organigramme	78	
6.1 Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur	I - II	
6.2 Liens de dépendance entre les entités du Groupe	79	29
7. Informations sur les tendances	186	
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	na	
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance		
9.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	34 à 39	
9.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance	39	
10. Principaux actionnaires	143	40
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1 Informations financières historiques	196 à 260	
11.2 États financiers	76 à 153	
11.3 Vérifications des informations financières historiques annuelles	154 à 155 - 246 à 247	
11.4 Dates des dernières informations financières	76	
11.5 Informations financières intermédiaires	na	3 - 45
11.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	68 - 261 à 262	15
11.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	186	
12. Contrats importants	186	
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	na	
14. Documents accessibles au public	186	50

Le présent document est disponible sur le site www.calyon.com
et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers www.amf-france.org



9, quai du Président Paul Doumer - 92920 Paris La Défense cedex

Tél : 33 (0)1 41 89 00 00
Fax : 33 (0)1 41 89 12 77

www.calyon.com